

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
49 bis, rue Laplace
41000 BLOIS

Blois, le 22/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



BARBAT RECYCLAGE

15 rue Léon Fournier
BP 172
41000 Blois

Références : VAT20220087

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2022 dans l'établissement BARBAT RECYCLAGE implanté 15 rue Léon Fournier BP 172 41000 Blois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAT RECYCLAGE
- 15 rue Léon Fournier BP 172 41000 Blois
- Code AIOT dans GUN : 0010004922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Les activités de la société BARBAT RECYCLAGE résident dans la récupération de matériaux recyclables et le transit de déchets industriels banals. La finalité du contrôle de l'établissement le 10 février 2022 était de vérifier le respect des prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 juillet 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle du respect des prescriptions réglementaires rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juillet 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 8.1.71.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	/	Sans objet
Eau	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.6.2.1.	/	Sans objet
Admission des déchets	Décret du 16/09/2021, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 8.1.71.	/	Sans objet
Foudre	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 7.3.4.	/	Sans objet
Admission des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	Sans objet
Inventaire des substances ou préparations	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 7.2.1.	/	Sans objet
Admission des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	Sans objet
Stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 1	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4	/	Sans objet
Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8	/	Sans objet
Eau	Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.9.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 8.1.71.
Thème(s) : Risques chroniques, Information préalable
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet
Constats : Conforme
Observations : Suite à la non-conformité (NC2*) constatée lors de l'inspection du 25 mars 2021, l'exploitant a complété les fiches d'information préalable à l'admission. Par sondage, présentation d'une fiche d'information préalable à l'admission des déchets de tournures d'huiles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 7.3.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux
Constats : Conforme.
Observations : Suite à la non-conformité (NC3) relevée lors de l'inspection du 25 mars 2021, la reprise de la fixation des conducteurs méplats a été réalisée par la société LUMENS le 8 juin 2021. Le 1er octobre 2021, l'APAVE a réalisé une vérification après les travaux. Présentation du rapport de l'APAVE qui ne présente pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité autorisée
Prescription contrôlée : respecter sous 15 jours les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2016 (métaux et batteries)
Constats : Conforme.
Observations : Lors de la visite d'inspection précédente, la quantité de batteries collectées (1090,671 tonnes) au titre de l'année 2020 était supérieure à la quantité autorisée (1000 tonnes) à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2016. Par arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2021, la quantité de batteries collectées a été augmentée (1800 tonnes). A partir du registre des déchets entrants sur le site au titre de l'année 2021, la quantité de batteries collectées s'élève à 1228,34 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inventaire des substances ou préparations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 7.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques de substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues à l'article R231-53 du code du travail
Constats : Conforme.
Observations : Suite à la non-conformité (NC6) relevée lors de l'inspection du 25 mars 2021, l'exploitant s'est procuré les fiches de données de sécurité des produits présents dans son établissement. Par sondage, présentation de trois fiches de données de sécurité de produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 8.1.71.
Thème(s) : Risques chroniques, Information préalable
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet
Constats : Non conforme.
Observations : Suite à la non-conformité (NC9) relevée lors de la visite d'inspection du 25 mars 2021, l'exploitant a demandé aux producteurs de déchets les fiches d'information préalable à l'admission. La non-conformité précédente est levée. Par sondage, présentation de quatre fiches d'information préalable à l'admission. Une fiche d'information préalable à l'admission de DIB n'est pas signée. Une fiche d'information préalable à l'admission de DIB ne comporte pas le code déchet correspondant à la description du déchet (déchets de construction ou de démolition en mélange).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Contenu du registre des déchets sortants : date d'expédition, nature et quantité du déchet, nom et adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié, nom et adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé, le cas échéant, numéro du ou des BSD, le cas échéant, numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (TTD), code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement.
Constats : Non conforme.
Observations : Suite à la non-conformité (NC10) relevée lors de la visite d'inspection du 25 mars 2021, le code déchet pour les déchets éliminés chez SUEZ à Villeherviers a été modifié par l'exploitant sur le registre des déchets sortants du site. L'exploitant n'élimine plus de déchet chez COVED à Chanceaux-près-Loches. Le code du traitement final et la qualification du traitement final réalisé chez SUEZ à Villeherviers est erroné (R13) en lieu et place du code D5.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité autorisée
Prescription contrôlée : respecter sous 15 jours les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2016 (métaux et batteries)
Constats : Conforme.
Observations : Lors de la visite d'inspection précédente, la quantité de métaux non ferreux stockés (560 tonnes) au titre de l'année 2020 était supérieure à la quantité autorisée (500 tonnes) fixée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2016. Par arrêté préfectoral du 29 septembre 2021, la quantité de métaux non ferreux stockés a été augmentée (800 tonnes). L'état des stocks au 10 février 2022 mentionne une quantité de métaux non ferreux stockés de 649 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation des stockages de déchets
Prescription contrôlée : respecter sous 15 jours les dispositions de l'article 13.IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018
Constats : Conforme.
Observations : Suite à la non-conformité (NC13) relevée lors de la visite d'inspection précédente du 25 mars 2021, la hauteur de stockage des ferrailles a été réduite et ne dépasse six mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : Contenu du registre des déchets entrants - date de réception - nature et quantité du déchet - nom et adresse de l'installation expéditrice - nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de réception - le cas échéant, numéro du ou des BSD - le cas échéant, numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (TTD) - code du traitement qui va être opéré dans l'installation
Constats : Conforme.
Observations : Suite à la non-conformité (NC14) relevée lors de la visite d'inspection du 25 mars 2021 et par sondage du registre des déchets entrants au 9 février 2022, le code déchet (métaux) et le traitement du déchet (métaux) a été modifié (R13)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Contenu du registre des déchets sortants : date d'expédition, nature et quantité du déchet, nom et adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié, nom et adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé, le cas échéant, numéro du ou des BSD, le cas échéant, numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (TTD), code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement.
Constats : Non conforme.
Observations : Suite à la non-conformité (NC15) relevée lors de la visite d'inspection du 25 mars 2021 et par sondage du registre des déchets sortants au 9 février 2022, le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle est expédié le déchet (métaux) ont été précisés. Le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (TTD) n'est pas indiqué.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité autorisée
Prescription contrôlée : Batteries usagées : quantité maximale entreposée : 35 T
Constats : Conforme.
Observations : L'état des stocks au 10 février 2022 indique une quantité de batteries usagées de 19,24 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des batteries
Prescription contrôlée : Les batteries usagées sont stockées à l'emplacement prévu à cet effet dans des bacs en plastiques étanches munis de couvercles maintenus fermés en dehors des phases de remplissage, de façon à isoler ces déchets des précipitations. Ces bacs portent de façon lisible la dénomination des déchets contenus et les symboles de danger associés.
Constats : Conforme.
Observations : stockage des batteries usagées dans des bacs en plastiques étanches munis de couvercles fermés. Présence de la dénomination des déchets contenus et des symboles de danger associés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les prélèvements et analyses doivent être réalisés, une fois par an, par un laboratoire agréé pour tous les paramètres.
Constats : Conforme
Observations : Présentation des résultats d'analyses réalisées par le laboratoire départemental d'analyses de Blois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2006, article 4.3.6.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de contrôle
Prescription contrôlée : Sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides, repéré n°2, est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants,...)
Constats : Non conforme
Observations : Absence de débitmètre
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 16/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu de l'attestation
Prescription contrôlée : A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés.
Constats : Non conforme.
Observations : Absence de présentation d'attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet